

# Front Ouvrier

ORGANE D'INFORMATION ET DE DISCUSSION SYNDICALES

Administration : Madeleine KANN  
98, rue Sadi-Carnot, VANNES (Seine)  
C.C. Postal : Paris 1228-16

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS  
SERA L'ŒUVRE  
DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Abonnement (12 numéros)... 60 fr.  
Abonnement de soutien.... 150 fr.  
Le Numéro ..... 6 fr.

## Pour maintenir l'UNITÉ SYNDICALE CONGRES EXTRAORDINAIRE et DEMOCRATIQUE de la C.G.T.

Les dirigeants de la tendance «Force ouvrière» viennent de prendre l'initiative de scissionner de la C.G.T. Les dirigeants majoritaires répondent : **PARTEZ.** Tourne-maine, secrétaire général de la Fédération des cheminots, vient de déclarer : « Quelques milliers d'adhérents en moins, qu'est-ce que cela peut faire ? »

Dans ce journal, nous sommes contre toute scission. Le Front Ouvrier est partisan d'un syndicalisme de masse regroupant les travailleurs de toutes opinions politiques, dans le cadre d'une C.G.T. démocratique.

La scission est un coup très dur porté contre tout le mouvement ouvrier. Face au patronat uni, les travailleurs vont perdre de vue que l'ennemi principal c'est l'exploiteur. L'ennemi va être le syndiqué de l'autre tendance. La scission syndicale c'est le syndicalisme ne regroupant que des faibles troupes, la masse des travailleurs désorientés ne reprenant plus leurs cartes.

C'est la politique des dirigeants des deux courants pratiquée depuis trois ans qui a rendu la scission possible. Lies l'un et l'autre à la politique du « Produire d'abord » des deux partis ouvriers, l'unité à leurs yeux n'était possible qu'autant que Blum et Thorez étaient en accord parfait.

A dater du moment où Blum-Thorez s'opposent, la scission est placée à l'ordre du jour.

Blum voulant appuyer sa politique de 3<sup>e</sup> force socialo-M.R.P. sur des éléments syndicalistes a exigé la scission. Ce sont les éléments des groupes socialistes d'entreprises qui ont été le plus farouches partisans de la scission à la Conférence de « Force ouvrière ».

Thorez-Frachon, lançant un large mouvement, ont refusé de prendre la responsabilité de la grève générale qui fut mise en danger le sort du régime. Ils ne voulaient que faire pression sur le gouvernement français. L'échec de la grève générale a affaibli le mouvement syndical. Cet échec a été causé aussi bien par la politique de briseur de grève menée par Jouhaux et la direction du parti socialiste que par la volonté de ne pas impulser un large mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière qui a été celle de Frachon-Thorez.

C'est dans cette situation que la scission a pu se développer. Elle a trouvé un terrain de développement à la suite des violations constantes de la démocratie syndicale et dans la politique systématique d'étouffement de la liberté d'expression pratiquée par les dirigeants majoritaires qui a soudé bien des militants honnêtes de la base de « Force ouvrière » aux scissionnistes du sommet. La base ne veut pas de la scission. Elle reste fermement attachée à l'unité syndicale. Pour la préserver, il faut lutter :

**POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE ET DEMOCRATIQUE DE LA C.G.T.**

Pour que la démocratie soit respectée, ce Congrès devra être préparé par un Comité d'organisation où siégeront à parité toutes les tendances, avec la possibilité pour toutes les tendances de pouvoir trouver les mêmes possibilités d'expression.

Si les deux courants refusent ce Congrès, les syndiqués de toutes tendances combattront pour, en tout état de cause maintenir l'unité syndicale dans le cadre de l'entreprise. Face au même patron : un seul Syndicat ! Pas de division face à l'ennemi de classe. Maintenir uni le front de classe, c'est imposer « aux chefs » l'unité dans le cadre d'une C.G.T. démocratisée et de luttes de classes.

FRONT OUVRIER

### Pourquoi la grève générale a échoué

Jamais, depuis juin 1936, la France n'a connu une succession aussi rapide et grandiose de luttes sociales. Chaque militant conscient des responsabilités qu'il a devant la classe ouvrière doit réfléchir sérieusement sur la signification des événements auxquels il a participé pour en tirer tous les enseignements de demain dans les meilleures conditions de succès.

Comment la vague de grève de novembre-décembre 1947 a été préparée

L'abaissement massif des conditions de vie des travailleurs, imposé par les nécessités de la remise en marche de l'économie au profit du grand capital, reprise de l'élément déterminant qui pousse les masses ouvrières à s'engager dans les luttes. Freiner par la politique des dirigeants de la C.G.T. pour qui la forme suprême de la lutte de classes après la libération se résumait dans la politique de collaboration de classes dans le pays et au gouvernement sous le signe : « Produire d'abord », et de la grève arme des trusts, les ouvriers ont commencé à s'émanciper de la tutelle bureaucratique dans des secteurs de plus en plus larges.

Préparé principalement par les grèves des postiers d'août 1946 et de la presse parisienne de février 1947, le mouvement de grève de novembre-décembre qui a entraîné plusieurs millions de travailleurs a débuté avec la grève Renault d'avril-mai 1947. Tour à tour, après Renault, les minotiers, les ouvriers boulangers, les cheminots, les travailleurs de province, les ouvriers des transports et services publics parisiens se sont engagés dans la grève.

Jusqu'à la grève Renault d'avril-mai 1947 et pendant les premiers jours de celle-ci, les travailleurs qui entrent en lutte trouvent en face d'eux le mur des calomnies stalinienne les plus violentes : agents des trusts, hitléro-trotskyistes, etc. Ce sera là une des raisons essentielles pour lesquelles de nombreux travailleurs se refuseront à s'engager dans la grève de novembre. Ils se souviennent encore de l'attitude de briseurs de grève du ministre du blocage des salaires : Croizat. Mais la colère s'accumule dans les larges masses devant l'échec évident de la politique de produire

d'abord qui n'a réussi qu'à accentuer leur misère. Renault, avant-garde du prolétariat français entre à son tour dans la bataille contre les directives de la majorité confédérale. Pour ne pas se laisser déborder « à gauche », les ministres communistes quittent le gouvernement, prennent la tête de la grève

ser de lancer la grève générale lors de la grève du métro.

**Le tournant des dirigeants majoritaires - Ses causes**

Brusquement, à la mi-novembre, les dirigeants majoritaires de la C.G.T. déclenchent les mouvements chez Simca, Renault, Citroën, dans la métallurgie, aux P.T.T., chez les cheminots, etc.

Les causes de cette volteface sont triples. D'une part, les nécessités de la politique du Kremlin pour faire pression sur la Conférence de Londres et sur le gouvernement français ; d'autre part, montrer au gouvernement bourgeois qu'aucune politique ne pourra se faire sans son assentiment. Enfin, « reprendre » en main les ouvriers communistes qui en ont assez de s'opposer aux légitimes aspirations des masses. La nature de ces causes a déterminé tout le cours du mouvement.

**La tactique des dirigeants majoritaires dans les grèves**

Les efforts gigantesques de plus de 3 millions de travailleurs pendant trois semaines n'ont abouti qu'au dérisoire acompte de 1.500 fr. mensuels. Penser que la bourgeoisie de ce pays et son gouvernement accorderont le minimum vital garanti par l'échelle mobile sans une lutte anticapitaliste en

(Suite page 2)

par René DUMONT  
du Conseil d'Administration  
de la Chambre Syndicale  
des Employés

Renault pour en garder le contrôle, afin d'empêcher qu'elle ne se généralise à toute la métallurgie. Jacques Duclos déclare à ce moment que seuls les imbéciles peuvent parler de grève générale. Tous les autres mouvements qui vont se développer jusqu'à la vague de novembre-décembre auront la même origine, le démarrage spontané des cheminots, des boulangers, des gars du métro, hésitations des dirigeants majoritaires à en prendre la responsabilité, puis ils en prennent la direction pour en garder le contrôle. Si cette tactique du point de vue du contrôle bureaucratique remporte un succès, elle n'en entraîne pas moins un profond désarroi parmi les larges couches ouvrières qui espèrent à chaque grève voir la C.G.T. donner l'ordre de grève générale. Même les militants ouvriers du P.C.F. qui subissent la pression de la base seront désorientés quand ils verront Hénaff refu-

### UN SEUL SYNDICAT

Le Conseil d'Administration de la Chambre Syndicale des Employés Parisiens a discuté le lundi 22 décembre, de la situation créée par la scission de « Force Ouvrière », les camarades Chaefer et Dumont ont défendu la résolution suivante :

Les camarades soussignés, membres du C.A. de la Chambre Syndicale des Employés de la Région Parisienne :

Convaincus que l'unité syndicale reste une nécessité absolue afin de ne pas diviser les forces ouvrières face au patronat et au Gouvernement,

Condamnent l'entreprise politique de scission menée par les dirigeants de « Force Ouvrière », en liaison avec le parti socialiste.

Considèrent que si d'excellents camarades de base tournent aujourd'hui les yeux vers le groupe scissionniste de « Force Ouvrière », cette situation résulte de violations fréquentes aux règles de

la démocratie syndicale, d'étouffement des possibilités d'expression et d'un alignement de l'orientation syndicale sur la ligne politique du parti communiste,

Estiment que la crise générale du mouvement syndical est également causée par les lourdes erreurs commises dans l'orientation vers la collaboration de classe des dirigeants majoritaires et minoritaires de la C.G.T. orientation qui a abouti, à la suite des échecs enregistrés depuis dix-huit mois, à une condition matérielle de plus en plus misérable pour les salariés, et à leur désaffection pour le syndicalisme,

Condamnent donc également la politique bureaucratique menée antérieurement par les dirigeants majoritaires de la C.G.T. et ceux de la Chambre Syndicale des Employés et proposent la résolution suivante :

(Suite page 4)

**Front Ouvrier** est une arme dans la lutte  
**Front Ouvrier** doit paraître  
**Front Ouvrier** paraîtra

Voir page 4